

# Déclaration de protection des données de la Fondation de libre passage de la Banque Cantonale Bernoise SA

## 1. Généralités

La présente déclaration de protection des données précise comment et à quelle fin la Fondation de libre passage de la Banque Cantonale Bernoise SA (ci-après « nous » ou « la Fondation ») traite vos données personnelles (ci-après « données personnelles » ou « données ») et quels sont vos droits en lien avec le traitement de ces données. Doivent par ailleurs être prises en compte les conditions de participation et d'utilisation (App BCBE, p. ex.) ainsi que les informations spécifiques aux produits et aux prestations de la Fondation (comme le règlement de la Fondation).

Nous respectons à cet égard la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle (LFLP), ainsi que les ordonnances y afférentes. En tant qu'organe fédéral, nous traitons vos données personnelles dans ce domaine dans le cadre de nos compétences légales de traitement (notamment art. 85a ss LPP et art. 33 ss LPD).

Sont considérées comme des **données personnelles** toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable. Le **traitement** désigne toute opération relative à des données personnelles, indépendamment des moyens et des procédés employés, notamment la collecte, l'enregistrement, la conservation, l'utilisation, la modification, la communication, l'archivage, la suppression ou la destruction de données personnelles.

## 2. Organes responsables et interlocuteurs

Fondation de libre passage de la Banque Cantonale Bernoise SA  
c/o Banque Cantonale Bernoise SA  
Place fédérale 8  
3011 Berne

et

Banque Cantonale Bernoise SA  
Place fédérale 8  
3011 Berne, en tant que gérante

Si vous avez des questions à formuler au sujet du traitement de vos données ou de l'exercice de vos droits conformément au ch. 11 ci-après, vous pouvez les transmettre à l'adresse suivante :

Banque Cantonale Bernoise SA  
Service juridique  
Place fédérale 8  
3011 Berne  
[datenschutz@bekb.ch](mailto:datenschutz@bekb.ch)

### 3. Quelles données personnelles traitons-nous ?

Dans le cadre de la prévoyance professionnelle, nous traitons les catégories de données décrites ci-dessous. Cette énumération n'est pas exhaustive:

- **Les données de base** telles que le nom, l'adresse, la date de naissance, le numéro et la durée du contrat, les informations relatives aux résidences fiscales et autres informations et documents pertinents en matière fiscale, les informations relatives à des tiers tels que fondés de procuration ou bénéficiaires (informations extraites des pièces d'identité, p. ex.)
- **Les informations issues du rapport de prévoyance** telles que les informations relatives au droit aux prestations, les informations relatives au profil de risque et de placement, les informations relatives à des institutions de prévoyance, à des banques (relations bancaires, p. ex.), à des assurances
- **Les données de communication** telles que les informations figurant dans les courriels, les formulaires de contact, les lettres, les enregistrements de conversations téléphoniques à des fins de formation et d'assurance-qualité
- **Les données financières** telles que la situation financière, les revenus de placements financiers et de la fortune
- **Les données techniques** telles que les identifiants internes et externes, les numéros de transaction, les adresses IP
- **Les données relatives à des produits ou à l'évolution de prestations et les données de marketing** telles que les besoins, les préférences, la participation à des événements
- **Les autres données** telles que les données personnelles en lien avec des procédures administratives ou judiciaires

Nous pouvons être amenés à traiter des données personnelles sensibles dans le cadre des prestations que nous fournissons ou en raison d'obligations légales. Nous ne recueillons et traitons des données personnelles sensibles que lorsque cela s'avère tout à fait indispensable. Cela concerne en particulier le traitement de cas d'invalidité et les notifications à l'office spécialisé, prévus par l'ordonnance sur l'aide au recouvrement. Dans la mesure où la loi le prescrit, nous demandons votre consentement préalable.

### 4. À quelles fins et sur quelle base traitons-nous des données personnelles ?

#### a) Obligations légales

En tant que Fondation de libre passage, nous assurons une mission publique et traitons des données personnelles conformément aux tâches qui nous sont dévolues par la loi (art. 25 LFLP ; art. 85a LPP).

- **Exécution de contrats** : nous traitons des données personnelles dans le cadre de l'élaboration, de la conclusion, de la gestion, de l'exécution et de la résiliation de relations contractuelles (conventions de prévoyance, contrats de conseil en placement, p. ex.). La finalité du traitement des données dépend en premier lieu du produit proposé ou du service fourni.

- **Communication** : en prélude à un rapport de prévoyance, nous traitons des données personnelles pour les besoins de notre communication avec vous, pour répondre à des demandes et vous fournir le conseil souhaité, par exemple.
- **Respect de prescriptions juridiques, d'instructions et de recommandations des autorités** : nous traitons des données personnelles pour respecter des obligations légales et éviter et identifier des violations éventuelles. Cela inclut notamment le respect des obligations de communication, d'information ou d'annonce, y compris les notifications fiscales à l'Administration fédérale des contributions en cas de versement de capital, les notifications aux offices spécialisés prévues par l'ordonnance sur l'aide au recouvrement, dans le cadre d'une collaboration visant à prévenir, à identifier et à investiguer des délits et autres violations, mais aussi le recueil et l'examen de plaintes et autres annonces et la communication de documents à une autorité lorsque la loi nous y contraint.
- **Préservation de droits** : nous devons être en mesure de faire valoir nos prétentions et de nous défendre contre les prétentions d'autrui. C'est pourquoi nous traitons des données personnelles, notamment pour faire valoir des prétentions dans un cadre judiciaire, précontentieux ou extrajudiciaire, ainsi que devant des autorités suisses et, si nécessaire, à l'étranger, ou pour nous défendre contre des prétentions.
- **Autres fins** : nous pouvons aussi être amenés à traiter des données personnelles pour surveiller des risques opérationnels ou des risques de marché.

## b) Consentement

Nous pouvons traiter vos données personnelles aux fins suivantes moyennant votre consentement :

- **Études de marketing et études de marché** : nous traitons des données personnelles pour vous garantir un suivi et un conseil appropriés et vous informer sur l'offre de prestations. Nous le faisons sous la forme de marketing direct, de publicité imprimée ou en ligne, dans le cadre d'actions de marketing (événements ou concours, p. ex.) ou encore pour déterminer la satisfaction des preneurs de prévoyance, cerner les besoins ou les comportements futurs des preneurs de prévoyance ou pour évaluer le potentiel d'un preneur de prévoyance, d'un marché ou d'un produit.
- **Statistiques, planification ou développement de produits** : dans l'optique d'améliorer les produits et les prestations et de réagir rapidement à l'évolution des besoins, nous traitons des données personnelles, notamment pour établir des indicateurs sur l'utilisation des prestations et des taux d'utilisation ainsi que pour des analyses de transactions, pour développer des idées pour de nouveaux produits et de nouvelles prestations ou encore pour améliorer les produits et les prestations existants.

Si nous vous demandons votre consentement pour certains traitements, nous vous informons spécifiquement des finalités de ces traitements. Vous pouvez en tout temps révoquer vos consentements par écrit, avec effet pour le futur.

## 5. D'où proviennent les données personnelles ?

Nous traitons vos données personnelles issues des sources suivantes :

- Les données personnelles qui nous sont communiquées, notamment lorsque vous-même, vos fondés de procuration ou vos représentants communiquez avec nous, ou encore dans le cadre de la conclusion d'un rapport de prévoyance, d'un entretien-conseil à la BCBE ou d'une visite du site Internet de la BCBE;

- Les données personnelles requises pour bénéficier de produits ou de prestations et transmises à la Fondation de prévoyance par l'infrastructure technique ou des processus spécifiques, notamment dans le cadre de l'e-banking, d'applications, du trafic des paiements ou de la collaboration avec d'autres prestataires informatiques ou avec des places de marchés ou des bourses;
- Les données personnelles de sources tierces, telles que des institutions de prévoyance, des assurances, des entreprises du Groupe BCBE, des offices et autorités, des offices spécialisés prévus par l'ordonnance sur l'aide au recouvrement, la Poste Suisse, par exemple pour des mises à jour d'adresses, des assureurs sociaux, la presse ou Internet, d'autres sources publiques (registre du commerce, registres fonciers, etc.) ou encore de listes de sanctions éventuelles.

## **6. À qui communiquons-nous vos données ?**

Dans le cadre de la prévoyance professionnelle, nous avons le droit de traiter des données personnelles selon les dispositions de l'art. 25 LFLP en relation avec l'art. 86a LPP. Des données personnelles peuvent être transmises aux destinataires suivants :

- Aux collaboratrices et collaborateurs de la BCBE familiarisés avec la gestion de la Fondation;
- Aux prestataires, en l'occurrence des auxiliaires ou des mandataires désignés en Suisse ou à l'étranger par la Fondation de prévoyance ou par la BCBE en tant que gestionnaires, pour autant que ceux-ci s'engagent contractuellement à garantir la confidentialité et à respecter les dispositions en vigueur en matière de protection des données (notamment la sécurité de celles-ci). Ils ne peuvent traiter les données qu'à des fins prédéfinies et donc en aucun cas à leurs propres fins. Ces prestataires et ces auxiliaires sont actifs principalement dans les domaines des prestations informatiques, de la logistique, de l'imprimerie et des technologies de la communication;
- Aux autres institutions de prévoyance ou institutions comparables auxquelles vos données personnelles doivent être transmises pour l'exécution du rapport de prévoyance (caisses de pension, fondations de libre passage, banques, assurances, bourses, assurances sociales, autorités fiscales, p. ex.) et offices spécialisés prévus par l'ordonnance sur l'aide au recouvrement;
- Aux institutions et services publics, afin de satisfaire à une obligation légale ou à une mesure ordonnée par une autorité (autorités fiscales, autorités civiles ou de poursuite pénale, p. ex.);
- Aux destinataires de données pour lesquels vous avez consenti la transmission et pour lesquels vous nous avez déchargés du devoir de discrétion.

## **7. Communiquons-nous des données personnelles à l'étranger ?**

Dans certaines circonstances, les filiales et des tiers (pour des technologies de communication, p. ex.) peuvent traiter des données personnelles pour le compte de la Fondation. Ils s'engagent contractuellement à respecter la législation actuelle sur la protection des données et sont tenus à la confidentialité. Ils ne peuvent traiter les données qu'à des fins prédéfinies et donc en aucun cas à leurs propres fins.

Les données personnelles ne sont transmises à des destinataires à l'étranger que si ceux-ci sont soumis à des législations appropriées en matière de protection de données. Si des données sont transmises à un prestataire situé dans un pays sans protection appropriée des données, une telle protection est assurée par des garanties contractuelles appropriées (ou, exceptionnellement, nous demandons votre consentement). À cette fin, nous nous référons en règle générale aux clauses contractuelles standard établies ou reconnues par la Commission européenne et par le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFDDT) (vous trouverez de plus amples informations à ce propos sous le lien suivant [communication de données à l'étranger](#)). Ces clauses ne s'appliquent que si le destinataire n'est pas encore soumis à un système de règles reconnu par la loi pour garantir la protection des données et que nous ne pouvons pas nous fonder sur une disposition d'exception. La Fondation peut faire appel à des prestataires situés en Europe, mais aussi dans d'autres pays. Les données personnelles peuvent donc être traitées dans le monde entier.

## **8. Pendant combien de temps traitons-nous vos données ?**

Vos données personnelles sont enregistrées au moins aussi longtemps que les fins susmentionnées le requièrent ou que nous sommes tenus par la loi (art. 41, al. 8 LPP en relation avec l'art. 27i et 27j OPP 2) de les conserver ou qu'un enregistrement est techniquement nécessaire.

Les données personnelles peuvent aussi être conservées plus longtemps, par exemple si des tiers font valoir des prétentions à notre encontre, que nous y sommes contraints par ailleurs sur le plan légal ou administratif ou que des intérêts légitimes (à des fins de documentation ou de preuve, p. ex.) le requièrent. Une conservation peut être requise pour des raisons techniques si certaines données personnelles ne peuvent pas être séparées d'autres données et que nous devons dès lors les conserver conjointement (lors de sauvegardes, p. ex.).

## **9. Comment protégeons-nous vos données ?**

Nous mettons en œuvre un grand nombre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées pour protéger votre sphère privée. Pour protéger vos données personnelles contre toute manipulation, perte ou destruction ou tout accès par des personnes non autorisées, la Fondation prend des mesures techniques et organisationnelles appropriées, notamment des solutions de sécurité informatique ou de sécurisation des réseaux, des contrôles et de restrictions d'accès, du cryptage de supports de données et des communications, de l'adoption de directives, de formations dispensées à son personnel et du contrôle du respect des obligations incombant à ce dernier.

## **10. Quels sont vos droits ?**

Dans certaines circonstances, la loi sur la protection des données vous accorde le droit de vous opposer au traitement de vos données. Pour vous faciliter le contrôle du traitement de vos données personnelles, vous jouissez de différents droits en lien avec notre traitement des données :

- Le droit de nous demander des informations sur les données vous concernant que nous pourrions traiter;
- Le droit de nous demander de corriger les données incorrectes;
- Le droit de vous opposer à notre traitement à certaines fins et de réclamer la suppression de données dans la mesure où nous n'avons pas l'obligation ou le droit de poursuivre le traitement;

- Le droit de nous réclamer la communication de certaines données personnelles dans un format électronique courant ou leur transmission à un autre responsable;
- Le droit de révoquer un consentement si notre traitement requiert votre consentement. La révocation du consentement n'affecte pas la légalité des données collectées antérieurement.

Si vous voulez faire valoir vos droits, vous pouvez nous contacter par écrit ou par courriel à l'adresse suivante:

Banque Cantonale Bernoise SA  
Service juridique  
Place Fédérale 8  
3011 Berne  
[datenschutz@bekb.ch](mailto:datenschutz@bekb.ch)

Nous devons vous identifier pour pouvoir éviter tout abus (au moyen d'une copie de pièce d'identité si l'identification n'est pas possible par un autre moyen, p. ex.).

Veillez noter que ces droits sont soumis à des conditions juridiques et qu'il existe des exceptions et des restrictions. Il se peut en particulier que nous ayons à poursuivre le traitement de vos données personnelles et à les enregistrer pour exécuter un contrat qui nous lie à vous, pour préserver nos propres intérêts légitimes, notamment lorsque nous devons faire valoir, exercer ou défendre des prétentions juridiques, ou encore pour respecter des obligations légales. Si la loi l'autorise, en particulier pour préserver les droits et les libertés d'autres personnes concernées, nous devons dès lors rejeter partiellement ou intégralement la demande d'une personne concernée (en noircissant certains contenus ayant trait à des tiers ou à nos secrets d'affaires, p. ex.).

## **11. Modifications de la présente déclaration de protection des données**

La présente déclaration de protection des données ne fait pas partie intégrante d'un contrat conclu avec vous. Nous pouvons adapter en tout temps la présente déclaration de protection des données. La version publiée sur ce site Internet est la version actuelle. La version faisant foi est publiée sur le site Internet de la banque (bcbe.ch), à la rubrique « Informations juridiques ».

Document actualisé pour la dernière fois en septembre 2023.